



Assemblée générale

Distr. générale
24 juillet 2025
Français
Original : anglais

Quatre-vingtième session

Point 23 b) de l'ordre du jour provisoire*

**Activités opérationnelles de développement :
coopération Sud-Sud pour le développement**

État de la coopération Sud-Sud

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution [79/236](#) de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter à sa quatre-vingtième session un rapport d'ensemble sur l'état de la coopération Sud-Sud, y compris la mise en œuvre des recommandations figurant dans le Document final de Buenos Aires issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud. Le rapport met l'accent sur la solidarité et la collaboration entre pays en développement en vue d'accélérer les progrès sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable, ainsi que sur le soutien que de nombreuses entités des Nations Unies ont apporté aux États Membres du Sud mondial en 2024 pour les aider à faire face à l'incertitude et aux chocs, à lutter contre les changements climatiques et assurer la transition vers une économie verte, à tirer pleinement parti des avantages de la transformation numérique et à relever les défis du surendettement et de l'accès au financement. Il se conclut par une série de recommandations sur les moyens de renforcer le rôle que joueront la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans un environnement de développement en mutation au cours des cinq dernières années de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

* [A/80/150](#).



I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution [79/236](#) de l'Assemblée générale, dans laquelle les États Membres ont prié le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée, à sa quatre-vingtième session, un rapport d'ensemble sur l'état de la coopération Sud-Sud, y compris la mise en œuvre des recommandations figurant dans le Document final de Buenos Aires issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud. Il met l'accent sur le contexte mondial ainsi que sur l'engagement accru qui s'est manifesté en faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans le cadre des principaux processus intergouvernementaux et des grandes conférences organisées en 2024 pour définir les axes de travail à l'échelle mondiale.

2. Le présent rapport montre que les pays en développement privilégient les solutions collaboratives, novatrices et adaptées au contexte dans le cadre de l'action qu'ils mènent pour accélérer les progrès sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable. On trouvera à la section III plusieurs exemples d'initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire mises en œuvre avec le soutien d'entités des Nations Unies, dans des domaines tels que la gestion de l'incertitude et des chocs, la lutte contre les changements climatiques et la transition vers une économie verte, et les moyens de tirer parti de la transformation numérique et de relever les défis du surendettement et de l'accès au financement. Sont également documentés dans le présent rapport les progrès accomplis dans la mise en œuvre des initiatives facilitées par les entités des Nations Unies en vue de mesurer la coopération Sud-Sud. La section IV comporte une analyse de la contribution des entités des Nations Unies à la mise en œuvre des recommandations figurant dans le Document final de Buenos Aires issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud. Les exemples fournis ont trait à l'intégration de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les stratégies, plans et programmes des entités des Nations Unies, aux initiatives visant à soutenir les États Membres par le renforcement des capacités, la mise en commun des connaissances et des expériences, l'élaboration de politiques, la création de partenariats et la mobilisation de ressources, et aux progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Stratégie de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement durable applicable à l'échelle du système des Nations Unies. La section V est consacrée aux efforts déployés par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud pour améliorer la cohérence du soutien apporté par le système des Nations Unies à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire aux niveaux mondial, régional et national. La section VI comporte des conclusions et des recommandations visant à renforcer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire afin d'accélérer les progrès sur la voie de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le présent rapport doit être lu conjointement avec le rapport présenté par le Secrétaire général au Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud à sa vingt-deuxième session, tenue en 2025 ([SSC/22/2](#)), dans lequel figurent également plusieurs exemples du soutien apporté par les entités des Nations Unies en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire.

3. Le présent rapport s'appuie principalement sur les résultats d'une enquête menée par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud auprès d'entités des Nations Unies et d'enquêtes menées par le Département des affaires économiques et sociales sur la mise en œuvre de la résolution [75/233](#) de l'Assemblée générale relative à l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies.

II. Contexte mondial

4. Lors des grands sommets et conférences tenus au niveau mondial en 2024, les pays en développement ont mis l'accent sur le renforcement de la solidarité qui avait marqué la période précédente et sur les progrès accomplis s'agissant de faire fond sur l'action menée à l'appui du relèvement au lendemain de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

5. Les progrès observés dans les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement sont restés largement inférieurs aux objectifs, malgré la reprise du tourisme après la pandémie, qui a contribué à la croissance du produit intérieur brut des petits États insulaires en développement¹. Les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral ont subi de manière disproportionnée les pertes économiques liées aux catastrophes d'origine climatique. Dans les pays les moins avancés, le taux de mortalité dû aux catastrophes a été supérieur de 170 % à la moyenne mondiale².

6. Dans l'édition 2024 de son *État de la migration dans le monde*, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a indiqué que les migrations avaient connu un rebond après la pandémie mais restaient en deçà du niveau enregistré en 2019, les flux étant de nature largement intrarégionale (80 % des migrants en Asie et en Afrique étaient nés dans la région dans laquelle ils étaient installés).

7. L'année 2024 a vu l'adoption de décisions qui revêtent une importance majeure pour le Sud mondial, notamment celles figurant dans le document final du troisième Sommet du Sud (tenu à Kampala en janvier 2024), dans le Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement : une déclaration renouvelée en faveur d'une prospérité résiliente, adoptée en mai 2024 (voir la résolution 78/317 de l'Assemblée générale), et dans le Programme d'action en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2024-2034, adopté en décembre 2024 (voir la résolution 79/233 de l'Assemblée).

8. Le troisième Sommet du Sud a réuni 134 États membres du Groupe des 77 et de la Chine, lesquels représentent 80 % de la population mondiale. Rassemblés sur le thème « Ne laisser personne de côté », les participants au Sommet ont mis l'accent sur les besoins et les atouts uniques du Sud mondial et souligné qu'il importait de stimuler la coopération Sud-Sud dans des domaines susceptibles de favoriser des progrès durables, tels que l'industrialisation, le commerce, l'investissement, les changements climatiques, l'élimination de la pauvreté et la transition numérique. Les États membres ont également appelé de leurs vœux des réformes de l'architecture financière internationale permettant de mieux tenir compte des besoins et des priorités des pays en développement et de trouver des solutions équitables à la crise de la dette.

9. Durant sa présidence du Groupe des 20 en 2024, le Brésil a mis en avant les priorités du Sud mondial, parmi lesquelles figurent la lutte contre la pauvreté, la faim et les inégalités, le développement socioéconomique, la protection de l'environnement et la réforme de la gouvernance mondiale. Le pays a également offert au Sud mondial une tribune lui permettant de faire entendre sa voix sur la scène internationale, notamment sur la question du renforcement des relations Sud-Sud à travers le commerce. Le Groupe des 20 a lancé en outre l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté³, qui a pour but de contribuer à l'adoption de politiques et de

¹ Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, « SIDS: economic situation and prospects », Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2024 (E/2024/56).

² Voir https://unstats.un.org/sdgs/files/report/2024/2024_Factsheets.pdf.

³ Voir <https://globalallianceagainsthungerandpoverty.org>.

programmes nationaux fondés sur des données probantes en vue de réduire la faim et la pauvreté. L'Alliance a permis d'accélérer la dynamique en faveur de la production de ressources et de connaissances à l'appui de l'élaboration de politiques publiques et de technologies sociales efficaces pour réduire la faim et la pauvreté dans le monde.

III. Action menée par les entités des Nations Unies pour aider les États à renforcer leur résilience et à tirer parti des possibilités offertes par les nouvelles technologies

A. Gérer l'incertitude et les chocs afin d'accélérer les progrès sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable

10. À la lumière des tendances décrites ci-dessus, et comme indiqué dans l'édition 2024 du rapport *World Economic Situation and Prospects* (Situation et perspectives de l'économie mondiale)⁴, il est clair que les perspectives pour 2030 sont marquées par l'incertitude et les chocs. La fourniture d'une aide aux pays en développement en vue de renforcer leur résilience reste donc une priorité pour le système des Nations Unies pour le développement.

11. En 2024, les projets de coopération technique mis en œuvre par la CNUCED ont contribué à la lutte contre les changements climatiques et à la transition vers une économie verte, ainsi qu'à la transformation structurelle fondée sur l'apprentissage mutuel entre pays du Sud et la coordination des politiques industrielles pertinentes au niveau régional, l'objectif étant de produire des données probantes sur les différentes trajectoires possibles en matière de transformation économique verte à l'échelon national. Ces projets ont également contribué à l'amélioration des capacités d'analyse des politiques et d'élaboration de stratégies au Brésil, en Colombie, au Honduras, au Kazakhstan, en Malaisie, au Mexique, au Pakistan, en République dominicaine et en Türkiye.

12. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a contribué de manière importante au programme du Groupe des 20 sous la présidence du Brésil et joué un rôle essentiel dans les activités menées par l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté. Grâce à son modèle novateur de centres d'excellence mis en place au Brésil, en Chine et en Côte d'Ivoire, le PAM a permis aux pays en développement de mettre en commun des solutions, en collaboration avec les entités des Nations Unies. En 2024, le Programme a facilité des échanges qui ont bénéficié directement à 17 pays. En 2024 également, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a inauguré des réseaux de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire pour les produits agricoles spéciaux afin de promouvoir l'échange de connaissances et le transfert de technologie dans quatre pays : Algérie, Cambodge, Lesotho et Philippines⁵. L'objectif de cette initiative est de contribuer au renforcement des capacités des petits exploitants agricoles et des populations locales afin d'atténuer les vulnérabilités liées aux changements climatiques, aux fluctuations du marché et à l'insécurité alimentaire.

13. L'Organisation internationale du Travail a intensifié l'action menée en faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans cinq régions en 2024. Parmi les initiatives mises en œuvre figurent une collaboration avec le Brésil et le groupe BRICS Plus sur l'avenir du travail et l'incidence des changements climatiques

⁴ *World Economic Situation and Prospects 2024* (publication des Nations Unies, 2024).

⁵ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, « FAO kick-starts new global South-South and Triangular Cooperation project to support the One Country One Priority Product Initiative », 23 octobre 2024.

en Amérique latine et au-delà, ainsi qu'un projet de mise en commun des connaissances au niveau régional avec la Chine, le but étant de donner les moyens aux populations d'Asie du Sud-Est de faire face aux chocs économiques et autres et de renforcer les capacités des populations afin d'assurer la réalisation de progrès à long terme.

14. En 2024, les entités des Nations Unies ont continué d'apporter un soutien prioritaire aux pays touchés par les catastrophes et l'instabilité. Aux Philippines, l'OIM a fourni une aide d'urgence et un soutien au relèvement rapide et mené des activités de renforcement des capacités en matière de préparation aux catastrophes. Au Cameroun, l'organisation a contribué à l'élargissement d'un programme de coopération Sud-Sud pour la consolidation de la paix visant à renforcer les capacités de gestion et de règlement des conflits des pays du Sud mondial en mettant à profit les enseignements tirés de l'expérience de la Colombie. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a lancé une nouvelle initiative visant à appuyer les dispositifs d'alerte précoce et à aider les populations vulnérables à anticiper les risques naturels et à y faire face. L'initiative « Tailored Intelligence for Actionable Early Warning Systems » permettra également de renforcer la résilience face aux changements climatiques dans six pays, en commençant par les Maldives et le Pakistan⁶.

B. Lutter contre les changements climatiques et assurer la transition vers une économie verte

15. Le soutien apporté par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) aux forums régionaux des ministres de l'environnement en Afrique, dans les États arabes et en Amérique latine a favorisé la coopération autour de l'élaboration d'une politique d'action climatique, facilité la mise en commun des connaissances et contribué à la mobilisation de ressources en prévision des sessions de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Le PNUE, qui a assuré le secrétariat de la dixième session extraordinaire de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement, a aidé les États Membres à adopter plusieurs décisions visant à promouvoir les positions communes de l'Afrique lors des sessions de la Conférence des Parties et à revoir à la hausse les ambitions de l'Afrique en matière de réduction de la désertification, de la dégradation des terres et de la sécheresse. Lors de cette session, le Programme a également publié un atlas du capital naturel de l'Afrique⁷, qui comprend une évaluation complète, fiable et scientifiquement crédible de l'état des ressources naturelles du continent.

16. La Commission économique pour l'Afrique (CEA), en collaboration avec des institutions panafricaines telles que la Commission de l'Union africaine, l'Agence de développement de l'Union africaine-Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et la Banque africaine de développement, a épaulé le Groupe africain de négociateurs dans le cadre de sa participation aux négociations mondiales sur les changements climatiques. Le soutien fourni par la CEA a notamment consisté à coorganiser la douzième Conférence sur les changements climatiques et le développement en Afrique, qui était axée sur le financement de l'adaptation aux changements climatiques. Cette manifestation a abouti à l'adoption d'un document final ainsi que de positions africaines communes en vue de la vingt-neuvième session

⁶ Programme des Nations Unies pour le développement, « UNDP resident representative in China signs financial agreements on two new initiatives supporting early warning systems in Pakistan and the Maldives », 17 décembre 2024.

⁷ Banque africaine de développement et Programme des Nations Unies pour l'environnement, *Natural Capital Atlas of Africa: Catalyzing the Achievement of Africa's Agenda 2063*, 2024.

de la Conférence des Parties⁸. Pour sa part, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) a apporté un soutien aux États arabes et au groupe de négociateurs arabes dans le cadre de leur participation à la session, offrant ainsi aux négociateurs une tribune essentielle pour renforcer leurs capacités de négociation et favoriser l'harmonisation des priorités et des positions en matière de climat au niveau régional.

17. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a organisé conjointement avec les gouvernements fidjien, indonésien et maldivien une manifestation visant à promouvoir le dialogue régional sur l'action climatique fondée sur l'océan, au cours de laquelle 26 gouvernements et acteurs clés ont pu étudier les possibilités de coopération régionale, ce qui a abouti au lancement de l'Initiative de coopération régionale sur l'action climatique fondée sur l'océan⁹.

18. En 2024, le PNUD a été chargé de diriger l'initiative « Promesse climatique 2025 » mise en œuvre à l'échelle du système des Nations Unies pour coordonner les activités menées par les pays en développement dans le contexte de la troisième série de contributions déterminées au niveau national, prévue pour 2025, en amont de la trentième session de la Conférence des Parties, et leur offrir un soutien sur mesure à cet égard. Au total, 98 réunions ont été organisées avec les équipes de pays des Nations Unies en 2024, et une cartographie des offres d'appui à l'élaboration des contributions déterminées au niveau national émanant d'entités du système a été établie dans 61 pays, en sus d'une cartographie du soutien proposé par le système des Nations Unies à l'échelle mondiale. Au titre de l'initiative « Promesse climatique 2025 », les pays bénéficient également d'une aide visant à améliorer la cohérence entre leurs contributions déterminées au niveau national et leurs plans nationaux d'adaptation, à faire en sorte que les initiatives prévues dans les contributions déterminées au niveau national se prêtent mieux à l'investissement et à favoriser l'adoption de stratégies de mise en œuvre qui soient inclusives et associent l'ensemble de la collectivité.

19. Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a mis en place la base de données thématique Galaxie Sud-Sud sur l'action climatique, qui permet d'accéder à des nouvelles, à des informations sur les manifestations organisées et à des supports de connaissance en matière d'action climatique, ainsi qu'à plus de 40 exemples de bonnes pratiques et de solutions adoptées par des pays du Sud mondial à l'appui de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 13. Au titre de la troisième phase du dispositif/programme pour le renforcement des capacités aux fins de la réduction de la pauvreté grâce à la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans les domaines des sciences et de la technologie de la République de Corée et du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, le Bureau a lancé trois projets pilotes techniques – au Cambodge, en République démocratique populaire lao et en Thaïlande – en vue d'aider les populations vulnérables du bassin du Mékong à renforcer leur résilience face aux changements climatiques et leur état de préparation en présentant des modèles pouvant être reproduits ailleurs afin de surmonter les difficultés liées à la sécurité de l'approvisionnement en eau. En partenariat avec le Bureau du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud et le Fonds de l'OPEP pour le développement international, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a organisé, à l'occasion du Sommet de l'avenir, une manifestation axée sur le financement juste et équitable et la solidarité à l'appui de l'action climatique et sur le rôle joué par la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire s'agissant de relever les défis liés aux changements climatiques. Les participants ont examiné en

⁸ Commission économique pour l'Afrique, « ECA at the 29th Conference of Parties to the UNFCCC (COP29) », disponible à l'adresse suivante : www.uneca.org/eca-events/COP29.

⁹ Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, « Regional dialogue on ocean-based climate action », disponible à l'adresse suivante : www.unescap.org/events/2024/obca.

particulier les modes de financement novateurs, le transfert de technologie et les dispositifs de renforcement des capacités à l'appui d'une action climatique équitable.

C. Tirer pleinement parti des avantages de la transformation numérique

20. Dans le Pacte pour l'avenir (voir la résolution 79/1 de l'Assemblée générale, adoptée en septembre 2024), les États Membres ont estimé que la transition numérique, la technologie et l'innovation pouvaient contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable et préconisé le renforcement de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire afin d'exploiter pleinement ce potentiel. Le Pacte pour l'avenir s'accompagne d'un Pacte numérique mondial, dans lequel les États Membres ont souligné qu'il importait d'assurer une coopération et une action coordonnée pour parvenir à un avenir numérique inclusif, ouvert, durable, équitable, sûr et sécurisé pour toutes et tous.

21. L'Union internationale des télécommunications (UIT) a lancé la Journée du développement numérique à la vingt-neuvième session de la Conférence des Parties, ce qui a permis de mobiliser des soutiens en faveur de stratégies numériques destinées à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à renforcer la résilience face aux changements climatiques. La Déclaration sur l'Action pour un numérique vert a été approuvée par 82 gouvernements et plus de 1 000 parties prenantes de tous les secteurs, notamment des organisations de la société civile et des organisations internationales et régionales.

22. Des évaluations du paysage de l'intelligence artificielle ont été menées avec le soutien du PNUD dans cinq pays (Bhoutan, Colombie, Monténégro, Rwanda et Sri Lanka) afin de contribuer à faire en sorte que le potentiel de l'intelligence artificielle soit exploité de manière responsable et efficace.

23. En 2024, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), la municipalité de Shanghai et le Ministère chinois de l'industrie et des technologies de l'information ont inauguré le centre d'excellence de l'Alliance mondiale pour l'intelligence artificielle au service de l'industrie et du secteur manufacturier, ce qui a marqué une étape importante dans la collaboration internationale et le leadership en matière d'intelligence artificielle. Cette initiative facilitera le transfert des technologies et de connaissances en matière d'intelligence artificielle et de numérique, ce qui permettra d'élargir l'accès des pays en développement à des avantages tels que de meilleurs rendements agricoles, des capacités de diagnostic renforcées dans le domaine des soins de santé et une efficacité accrue dans l'industrie manufacturière¹⁰.

24. Les commissions régionales de l'ONU ont également mis la coopération triangulaire au service de la transformation numérique. Le Centre de technologie de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, en partenariat avec la Chambre de commerce internationale et la Ligue des États arabes, a ainsi lancé un projet visant à renforcer les capacités des microentreprises et des petites et moyennes entreprises de la région en matière de commerce électronique.

25. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, avec le soutien de l'Agence allemande de coopération internationale et du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement, a créé un laboratoire de transformation numérique qui fera office d'espace d'expérimentation et

¹⁰ Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), « UNIDO, Shanghai municipality and MIIT launch AIM Global Centre of Excellence at World AI Conference 2024 », 6 juillet 2024.

d'innovation permettant aux parties prenantes de la région d'œuvrer ensemble à l'élaboration de solutions numériques.

26. La CESAP a lancé un projet d'une durée de 20 mois destiné à combler les écarts en matière de transition numérique et de résilience et à renforcer les capacités de petits ports de huit petits États insulaires en développement du Pacifique et archipels d'Asie du Sud-Est et du Sud-Ouest. Le projet a notamment pour but de mettre en commun les bonnes pratiques en matière de transition numérique et de résilience face aux catastrophes.

27. Le Groupe opérationnel pour la gouvernance électronique au service des politiques publiques, la CEA et le Département des affaires économiques et sociales ont établi un forum sur la gouvernance numérique en Afrique australe et en Afrique de l'Est – un mécanisme de coopération régionale auquel participent 18 pays. L'objectif est d'ouvrir la voie à un soutien mutuel aux fins du renforcement des capacités humaines et institutionnelles dans le secteur public par des échanges techniques et des collaborations en matière de transformation numérique du secteur public, notamment en vue de l'élaboration de stratégies, de politiques et d'initiatives conformes aux objectifs de développement durable et aux dispositions du Pacte numérique mondial.

D. Mesurer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire

28. Conformément à l'indicateur 17.3.1 relatif aux objectifs de développement durable, adopté par la Commission de statistique en 2022, et au cadre conceptuel pour la mesure de la coopération Sud-Sud, élaboré et approuvé par les pays du Sud mondial en 2024, la CNUCED, en collaboration avec les commissions régionales et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, a coordonné un projet visant à renforcer la capacité des pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine de quantifier la coopération Sud-Sud. Des réunions d'experts et des ateliers ont été organisés pour permettre aux organismes de développement, aux bureaux de statistiques, aux experts et aux entités gouvernementales de collecter et de communiquer des données sur la coopération Sud-Sud à l'aide de leurs propres systèmes. Un manuel relatif au cadre de mesure de la coopération Sud-Sud¹¹ a en outre été publié en 2025.

29. L'Assemblée générale a prié la CNUCED, avec l'appui du système des Nations Unies, d'établir une plateforme qui permette l'élaboration de méthodologies et la mise en commun de données d'expérience dirigées par les pays sur l'application du cadre conceptuel volontaire initial (résolution 79/236, par. 24). Elle a également convenu de la nécessité de réfléchir aux modes possibles de mesure de la coopération triangulaire (ibid., par. 25). Plus de 60 pays ont demandé de l'aide à la CNUCED pour commencer à communiquer des données Sud-Sud. En réponse, celle-ci s'emploie à mettre en place une plateforme permettant de tenir des réunions annuelles et de favoriser les échanges entre pairs en ce qui concerne les données Sud-Sud.

30. En 2024, par l'intermédiaire du secrétariat de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide, le PNUD a étudié la possibilité d'utiliser la norme de l'Initiative en matière de données ouvertes comme mécanisme d'interopérabilité pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. Un groupe de travail sur la coopération Sud-Sud a été créé par l'Initiative afin d'examiner les moyens d'harmoniser cette norme avec le cadre conceptuel de la CNUCED pour la mesure de la coopération Sud-Sud, l'idée étant d'encourager des échanges de données

¹¹ CNUCED, *Manual for the Framework to Measure South-South Cooperation: Technical and Procedural Aspects for Pilot Testing*, 2025.

normalisés et transparents entre les membres des partenariats de coopération Sud-Sud.

31. Dans le document de réflexion publié en 2024 par les cofacilitateurs du document final de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (Mexique, Népal, Norvège et Zambie), les auteurs ont pris note de la croissance de la coopération triangulaire et recommandé l'intégration d'un marqueur connexe dans les rapports, en complément du cadre conceptuel des Nations Unies pour la mesure de la coopération Sud-Sud.

E. Financement et surendettement

32. De nombreux pays en développement – en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement – ont eu des difficultés à se remettre de l'impact économique de la pandémie de COVID-19. La pandémie a creusé le déficit de financement des objectifs de développement durable, aggravant le surendettement et réduisant la marge de manœuvre budgétaire nécessaire aux investissements socioéconomiques.

33. En aidant les pays à élaborer des cadres de financement nationaux intégrés, le PNUD a favorisé l'échange de connaissances Sud-Sud sur la finance durable. Le Département des affaires économiques et sociales, la United Nations Foundation et la Fondation Ford ont organisé des débats sur des thèmes essentiels, tels que la coopération internationale, une architecture de la dette propice au développement, le financement de l'action climatique et les droits de tirage spéciaux, offrant ainsi un espace dans lequel les pays à revenu intermédiaire, les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement ont pu échanger des vues et évoquer les difficultés rencontrées.

34. En 2024, à la huitième Réunion internationale sur la coopération triangulaire, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a lancé le guichet de coopération triangulaire relevant du Fonds des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud. À la fin de 2024, le Portugal était le seul pays à avoir contribué au Fonds (à hauteur de 200 000 euros).

IV. Progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations figurant dans le document final de Buenos Aires, inspirés par la Stratégie de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement durable applicable à l'échelle du système des Nations Unies

35. Il ressort des enquêtes menées dans le cadre des examens quadriennaux complets qu'un nombre croissant d'entités des Nations Unies intègrent la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans leurs plans et politiques stratégiques. En 2024, 24 des 31 entités des Nations Unies ayant répondu à l'enquête correspondante avaient intégré ces modalités dans leurs plans stratégiques, contre 19 des 26 entités ayant répondu en 2022 et 22 des 27 entités ayant répondu en 2023. En 2024, 73 % des entités ont dit intégrer les résultats de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans leurs rapports, contre 86 % en 2023. Certaines données montrent également que les entités ont intensifié leur appui à l'établissement d'institutions nationales chargées de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire ou au renforcement des institutions existantes. En 2024, 38 % des gouvernements ayant

répondu à l'enquête ont déclaré avoir reçu un tel soutien de la part du système des Nations Unies, contre 31 % en 2022 et 35 % en 2023.

A. Poursuite de l'intégration de la coopération Sud-Sud dans les plans stratégiques et les programmes des entités des Nations Unies

36. En 2024, l'ONUDI a considérablement renforcé sa coopération industrielle Sud-Sud et triangulaire dans le cadre d'initiatives stratégiques et de programmes régionaux. Dans le prolongement des lignes directrices opérationnelles établies en 2023, l'organisation a continué de mettre en œuvre son cadre institutionnel renforcé pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire à l'appui d'un développement industriel inclusif et durable. Une étape importante a été franchie avec le lancement d'une formation en ligne complète¹² et d'une boîte à outils¹³ destinées à appuyer les capacités de mise en œuvre dans les États Membres. L'ONUDI a également renforcé ses partenariats institutionnels en élargissant sa collaboration avec le réseau du Centre chinois de développement Sud-Sud¹⁴.

37. Dans son nouveau plan stratégique pour la période 2024-2028, l'OIM présente une approche visant à sauver des vies et à protéger les personnes en situation de déplacement, et met l'accent sur son rôle de facilitatrice de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, de l'intégration régionale et de la collaboration interrégionale en matière de migration.

38. En 2024, le Fonds international de développement agricole (FIDA) a entamé la préparation de l'examen à mi-parcours de sa stratégie de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire et élaboré un rapport faisant le point sur les programmes mis en œuvre au cours des sept dernières années. Les données relatives aux pays et aux bénéficiaires ont été utilisées pour assurer une évaluation complète des résultats obtenus et des progrès accomplis. Le FIDA a adopté une approche plus cohérente et plus efficace s'agissant de tirer parti de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, qui sont des outils importants pour stimuler le développement agricole et la transformation rurale dans tous les aspects de ses activités. Le Fonds a également créé une unité spécialisée dans la coopération Sud-Sud. En 2024, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ont été intégrées dans 5 nouvelles stratégies de pays et 14 nouveaux projets d'investissement, et 3 nouvelles subventions ont été approuvées par l'intermédiaire du mécanisme de coopération Sud-Sud et triangulaire du FIDA, portant à plus de 6 millions de dollars le montant total alloué aux activités de coopération Sud-Sud et triangulaire.

39. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ont été prises en compte dans 70 % des rapports de pays publiés chaque année par le PAM et dans près de 85 % de ses plans stratégiques de pays en 2024, contre 78 % en 2023.

40. Le PNUD a créé une page Web¹⁵ consacrée à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire. En outre, son site Transparency Portal permet d'accéder à des informations sur les projets tirant parti de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, tandis que son site Data Futures Exchange permet d'afficher des représentations graphiques illustrant les projets de coopération mis en œuvre dans les différents pays.

¹² ONUDI, « UNIDO launches e-learning course on SSTIC in China », 13 septembre 2024.

¹³ ONUDI, « Collaborative industrialization: UNIDO's toolkit for South-South and triangular industrial cooperation », 2024.

¹⁴ Voir <https://southsouth-galaxy.org/capacity-development-initiatives/gssdc>.

¹⁵ Disponible à l'adresse suivante : www.sparkblue.org/dashboard/south-south-triangular-cooperation-sstc-network.

41. En 2024, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance a publié une note d'orientation relative aux partenariats en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, qui intègre les orientations formulées par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud dans le document intitulé « Mainstreaming South-South and triangular cooperation: considerations for technical cooperation design, implementation and documentation » (Intégration de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire : considérations relatives à la conception, à la mise en œuvre et à la documentation de la coopération technique)¹⁶.

42. En 2024, des efforts soutenus ont été faits pour intégrer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans les travaux menés par les entités des Nations Unies au niveau des pays. Plusieurs coordonnatrices et coordonnateurs résidents des Nations Unies ont pris l'initiative dans ce domaine, et la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ont été mises en exergue dans la plupart des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Lors de l'enquête menée dans le cadre de l'examen quadriennal complet de 2024, 65 % des équipes de pays des Nations Unies (73 pays sur 113) ont indiqué que la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire avaient été intégrées dans les analyses communes de pays et les plans-cadres de coopération.

B. Renforcer les capacités humaines et institutionnelles des États Membres aux niveaux national, sous-régional et régional

43. Les entités des Nations Unies ont activement renforcé les capacités humaines et institutionnelles des États Membres aux niveaux régional, sous-régional et national à travers la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, comme l'illustrent les exemples ci-après.

44. La FAO a mis à disposition une plateforme permettant d'échanger avec les pays membres sur les nouvelles possibilités de mobilisation de ressources à l'appui de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. L'organisation a également mis l'accent sur les mesures visant à renforcer la capacité de son personnel d'intégrer ces modalités de coopération dans les politiques, les programmes et les projets d'investissement agricoles. En collaboration avec l'Agence chinoise de coopération internationale pour le développement et le Fonds chinois pour la coopération Sud-Sud, le Programme de coopération Sud-Sud FAO-Chine a contribué à la mise en œuvre d'initiatives dans plusieurs domaines thématiques. En Ouganda, dans le cadre du plan stratégique pour le secteur agricole, une base intégrée de transfert de technologies a par exemple été mise en place pour promouvoir les technologies agricoles partagées et les échanges de connaissances humaines et institutionnelles sur la production agricole et l'aquaculture.

45. En 2024, la FAO, le FIDA et le PAM ont annoncé le lancement d'un programme mis en œuvre conjointement avec le Brésil qui vise à mettre les connaissances acquises par ce pays au service du renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de pays d'Afrique et d'Amérique latine et des Caraïbes grâce à des programmes novateurs de repas scolaires et d'agriculture familiale dirigés par les pays.

¹⁶ Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, « Mainstreaming South-South & triangular cooperation: considerations for technical cooperation design, implementation and documentation », disponible à l'adresse suivante : <https://unsouthsouth.org/wp-content/uploads/2024/08/Considerations-for-South-South-Cooperation-Design-Implementation-and-Documentation.pdf>.

46. En 2024, l'Organisation mondiale du tourisme a organisé le premier Sommet ONU Tourisme pour l'Afrique et les Amériques en vue d'offrir aux pays participants un espace de dialogue interrégional sur les difficultés et les possibilités communes en ce qui concerne l'investissement, la préservation du patrimoine culturel, les industries de la création et l'innovation dans le domaine du tourisme durable. Le Sommet a eu pour effet de stimuler les partenariats et de faciliter une coopération plus poussée entre l'Afrique et les Amériques. Il a également abouti à la création d'un centre d'excellence touristique en Zambie, qui propose des formations spécialisées et des activités de perfectionnement dans le domaine du tourisme, et d'une académie des arts culinaires au Zimbabwe, qui promeut la gastronomie locale à l'appui du secteur de l'hôtellerie.

47. Aux côtés du PNUD, la CEA a soutenu la Commission de l'Union africaine en mettant à disposition une plateforme d'apprentissage entre pairs destinée aux pays africains, qui facilite la mise en commun des enseignements tirés de la mise en œuvre des stratégies nationales relatives à la Zone de libre-échange continentale africaine afin d'améliorer le commerce intra-africain.

48. En étroite collaboration avec plusieurs États Membres, la CESAP a élaboré des fiches d'information sur les nouveaux partenaires de développement, dans lesquelles figurent des exemples d'organismes de coopération existants, afin de faciliter et d'encourager les partenariats à l'appui de la coopération Sud-Sud et de fournir aux pays souhaitant participer à des initiatives de coopération pour le développement des exemples de structures institutionnelles et de domaines et modalités de coopération possibles. Les fiches, qui portent sur des organismes de coopération en Azerbaïdjan, en Indonésie, au Kazakhstan, aux Philippines, en Thaïlande et en Türkiye, sont disponibles sur la plateforme Connecteur de coopération Sud-Sud¹⁷. La Commission a également convoqué le sixième Forum Asie-Pacifique des Directeurs généraux pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, organisé conjointement par les Gouvernements indonésien et thaïlandais en vue d'apporter un soutien aux nouveaux partenaires de développement et de créer un réseau d'entraide.

C. Soutien renforcé à l'échange de connaissances et de données d'expérience entre les pays en développement

49. Le système des Nations Unies pour le développement a redoublé d'efforts pour tirer parti de son pouvoir de rassemblement et faciliter l'échange de connaissances et d'expériences entre les pays du Sud mondial, le but étant de permettre à ces derniers d'accéder à des solutions novatrices et de les mettre en œuvre, ainsi que d'adopter des politiques et des pratiques de développement éprouvées grâce à des approches collaboratives visant à relever des défis communs.

50. Le PNUD a encouragé les échanges de connaissances Sud-Sud sur un large éventail de questions, notamment la réduction de la pauvreté, les soins de santé, le bien-être, l'égalité des genres et l'action climatique. Son Centre mondial pour la technologie, l'innovation et le développement durable a par exemple facilité les échanges avec plusieurs pays insulaires du Pacifique et l'adoption d'approches novatrices en matière d'énergies renouvelables¹⁸. Le Programme a également appuyé

¹⁷ Disponible à l'adresse suivante : <https://sdghelpdesk.unescap.org/south-south-cooperation-connector>.

¹⁸ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), « On the path to a green transformation in the Pacific: insights from regional knowledge sharing workshop on green transformation actions », 18 décembre 2024.

la collaboration établie entre les Îles Marshall et les Îles Salomon en vue de renforcer les mesures de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme¹⁹.

51. La Banque de technologies pour les pays les moins avancés a mené 13 évaluations technologiques entre 2018 (début de son activité) et 2024. Trois autres évaluations ont été lancées en 2024. Les évaluations terminées ont été menées en Afrique (61 %), en Asie (22 %) et dans le Pacifique (15 %). Elles ont permis de recenser les besoins dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, de la santé, de l'environnement, de l'éducation et de l'énergie.

52. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a mis la touche finale à un projet de recherche mené en collaboration avec l'Université pour la paix²⁰ en vue d'analyser la relation dynamique qui existe entre la coopération Sud-Sud et le droit au développement. Il a examiné la façon dont les principes du droit au développement peuvent contribuer à la réussite des projets de coopération Sud-Sud, et dont les principes opérationnels de la coopération Sud-Sud peuvent contribuer à la réalisation du droit au développement et de tous les droits humains, de sorte qu'ils se complètent et se renforcent mutuellement. L'analyse a porté sur trois études de cas ayant trait à des projets de développement entre l'Inde et Antigua-et-Barbuda, l'Afrique du Sud et les Comores, et le Brésil et l'Angola. À l'issue du projet, il a notamment été recommandé de réaliser des études d'impact sur les droits humains, de recueillir des données et d'assurer le suivi et l'évaluation des activités de coopération Sud-Sud dans le cadre des mesures prises par les États pour s'acquitter de leurs obligations en la matière.

53. Des « routes de l'apprentissage » entre l'Afrique et l'Amérique latine ont été mises en place par le FIDA pour promouvoir l'échange de connaissances dans le domaine du développement agricole et rural en Afrique et, dans un deuxième temps, en Asie et dans le Pacifique. Ces voyages éducatifs structurés ont permis aux participants de découvrir des projets qui avaient donné de bons résultats, de mettre en commun des pratiques, de participer à des démonstrations concrètes et d'échanger des idées avec des parties prenantes locales. En 2024, des représentants d'organisations agricoles d'Afrique et d'Amérique latine se sont rendus au Belize pour y renforcer la résilience et les capacités agricoles.

54. En 2024, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a mis à jour sa plateforme d'échange de connaissances et de facilitation des partenariats, South-South Galaxy²¹, pour la rendre plus fonctionnelle, plus accessible, plus sûre et plus conviviale.

55. Un centre de données et de connaissances alimenté par l'intelligence artificielle a été intégré au Portail pour le développement arabe de la CESA0 afin de mettre à disposition des informations complètes destinées à éclairer l'élaboration de politiques et la prise de décisions fondées sur des données probantes à l'appui du développement durable²².

¹⁹ PNUD, « Solomon Islands to share anti-money laundering expertise with Marshall Islands counterparts in Honiara », 13 février 2024.

²⁰ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, « Good practices in operationalizing the right to development in South-South cooperation », 2024.

²¹ Disponible à l'adresse suivante : <https://southsouth-galaxy.org>.

²² Disponible à l'adresse suivante : <https://data.unescwa.org>.

D. Soutien continu à l'élaboration de politiques de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire et au dialogue entre les États Membres et les autres parties prenantes

56. En 2024, les entités des Nations Unies ont aidé activement les États Membres à élaborer des politiques et des stratégies en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire.

57. Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a renforcé l'intégration et la prise en compte de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans l'élaboration des politiques mondiales et régionales. Ces modalités de développement ont été intégrées dans 39 résolutions, déclarations et documents finaux, ce qui représente une augmentation de 44 % par rapport aux chiffres de 2023 (27). Le soutien du Bureau a permis de faire en sorte que le rôle de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire soit davantage reconnu dans d'importants instruments intergouvernementaux des Nations Unies, notamment la déclaration ministérielle issue du forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2024, le Pacte pour l'avenir et le document final du troisième Sommet du Sud.

58. Le Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, le Département des affaires économiques et sociales et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud ont œuvré ensemble à la promotion de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire entre les différents groupes de pays. Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a aidé les institutions concernées à intégrer la coopération Sud-Sud dans le Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement et le Programme d'action en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2024-2034. Il a également élaboré cinq études de cas qui serviront de documents de référence lors de la troisième Conférence de haut niveau sur la coopération Sud-Sud. Ces études de cas visent à démontrer l'efficacité de la coopération Sud-Sud s'agissant de remédier aux contraintes auxquelles font face les pays sans littoral. En 2024, 15 projets soutenus par des fonds d'affectation spéciale gérés par le Bureau, pour un budget total de 13 millions de dollars, ont été mis en œuvre dans de petits États insulaires en développement.

59. Les examens des politiques d'investissement menés par la CNUCED sont des évaluations objectives des cadres juridiques, réglementaires et institutionnels des pays en matière d'investissement étranger direct qui visent à accroître les investissements étrangers et directs et à en maximiser les bénéfices²³. En 2024, la CNUCED a publié un examen de la politique d'investissement de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, qui avait été demandé par l'organisation et élaboré en collaboration avec les États membres de l'Union²⁴. Elle a également entamé l'examen de la politique de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, qui sera publié en 2025, et aidé les États membres de la Communauté à renforcer leurs capacités en matière d'accords internationaux d'investissement. Elle a en outre contribué à l'élaboration de l'accord d'investissement commun du Marché commun de l'Afrique orientale et australe et procédé à l'examen du projet d'accord international d'investissement de la Ligue des États arabes. En Asie, la CNUCED a collaboré avec le secrétariat de l'Association

²³ Disponibles à l'adresse suivante : <https://unctad.org/topic/investment/investment-policy-reviews>.

²⁴ CNUCED, « Examen de la politique d'investissement de l'Union économique et monétaire ouest-africaine », 1^{er} février 2024, disponible à l'adresse suivante : https://unctad.org/system/files/official-document/diaepcb2023d2_fr.pdf.

des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) aux fins de la publication du rapport de l'ASEAN sur l'investissement (*ASEAN Investment Report*) 2024, qui comporte une analyse approfondie de l'environnement d'investissement et des recommandations utiles pour l'établissement du prochain plan stratégique décennal de l'Association.

60. L'OIM a apporté son soutien à 15 États membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) aux fins de l'élaboration d'un cadre politique régional en matière de migration. Ce cadre, dont l'établissement a été demandé par les chefs de gouvernement de la CARICOM en 2019, constitue une stratégie de gouvernance des migrations dans les Caraïbes porteuse de transformation, qui s'appuie sur des évaluations des indicateurs de gouvernance des migrations menées avec le soutien de l'OIM.

61. L'Organisation mondiale du tourisme a fourni une assistance technique à l'Équateur, au Guatemala, à la République dominicaine et à la Zambie afin de les aider à élaborer des politiques de tourisme durable et des cadres juridiques adaptés à la promotion du tourisme d'aventure et de l'investissement ou à évaluer les politiques existantes.

62. La CESAO a contribué à l'élaboration de plus de 15 documents d'orientation dans les États membres, l'accent étant mis sur le transfert des meilleures pratiques mondiales et régionales en matière de sécurité des technologies de l'information et des communications (à Djibouti, en République arabe syrienne et au Yémen, ainsi que dans l'État de Palestine), d'intelligence artificielle (en Iraq et en Mauritanie), d'informatique en nuage (en Iraq et en République arabe syrienne), et de technologie de la chaîne de blocs et d'inclusion numérique (en Jordanie). La Commission a également été active dans des domaines tels que la justice sociale (notamment dans le contexte de la stratégie nationale pour la justice sociale en Libye pour la période 2025-2027 et de la stratégie nationale en matière de vieillissement en Somalie).

63. Le PNUD, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et l'Agence allemande de coopération internationale ont créé le réseau « Des données à la politique » afin de renforcer la capacité des décideurs politiques d'utiliser les données disponibles pour élaborer des politiques et les mettre en œuvre. Cette initiative vise également à mettre à l'essai de nouvelles approches collaboratives permettant de relever des défis complexes en matière de développement, notamment dans le domaine de la lutte contre la pauvreté et les changements climatiques.

E. Progrès accomplis dans l'établissement de partenariats et la mobilisation de ressources

64. Les exemples ci-après montrent qu'en renforçant les partenariats entre les pays du Sud mondial, le système des Nations Unies a contribué à accroître le soutien en nature et les contributions financières, qui viennent compléter d'autres formes de financement du développement.

65. Plus de 10,9 millions de dollars ont été collectés par le PAM auprès des pays du Sud pour des projets de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, y compris auprès du secteur privé, et à l'appui du « South-South and triangular cooperation Innovation Challenge », dont l'objectif est de présenter des solutions novatrices prises en main par les pays du Sud mondial à l'appui de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 2 (Faim zéro). À titre d'exemple, deux des innovations primées dans le cadre de ce concours (un système numérique d'alerte précoce à la sécheresse au Kenya et l'initiative « Solar 4 Resilience » en Inde) visaient respectivement à renforcer la capacité des populations vulnérables d'anticiper la

sécheresse et à généraliser l'utilisation de technologies solaires abordables pour la transformation des aliments en tant que moyen d'action climatique.

66. L'UIT a facilité les partenariats multipartites grâce à des plateformes telles que la Coalition pour le numérique Partner2Connect, qui permet aux pays en développement d'accéder à des compétences, à des ressources et à des cadres de collaboration qui amplifient les effets de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. L'Union a mis en adéquation les financements des pays développés avec les besoins des pays en développement et appuyé la conception et la mise en œuvre d'activités de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire novatrices à travers des concours d'innovation, en collaboration notamment avec le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud. Le Forum mondial de l'innovation de l'UIT a réuni des hauts responsables des gouvernements, du secteur privé et du système des Nations Unies.

67. La CNUCED a lancé un projet visant à attirer les financements et les investissements en faveur de la transition énergétique en Afrique afin d'aider l'Éthiopie, le Malawi, la Namibie, la République-Unie de Tanzanie et les Seychelles à renforcer leur capacité de promouvoir et de faciliter les investissements dans la transition énergétique grâce à l'apprentissage entre pairs et à l'échange de pratiques exemplaires.

68. L'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS) a financé des projets de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire dans 22 pays des Caraïbes, d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud et soutenu les efforts nationaux de mobilisation de ressources ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives financées par des mécanismes de financement de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire tels que le Fonds de partenariat Inde-Nations Unies pour le développement (Belize, Grenade, Guyane, Paraguay et Trinité-et-Tobago) et le Fonds régional pour la coopération triangulaire en Amérique latine et dans les Caraïbes de l'Agence allemande de coopération internationale. Afin de faire en sorte que la santé occupe une plus grande place dans les programmes des organisations d'intégration sous-régionale, l'OPS a renforcé sa collaboration avec des organisations telles que la CARICOM, le secrétariat exécutif du Conseil des ministres de la santé de l'Amérique centrale et de la République dominicaine, le Marché commun du Sud, l'Organisation des États des Caraïbes orientales et la Convention Hipólito Unanue de l'Organisme andin de la santé.

69. Le Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement a organisé le Forum du Réseau d'affaires mondial des petits États insulaires en développement en marge de la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement, lequel était axé sur les partenariats à l'appui d'économies résilientes dans les pays insulaires et sur le renforcement de la participation du secteur privé à la mise en œuvre du Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement.

V. Garantir un appui coordonné et cohérent des entités des Nations Unies à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire

70. Au troisième Sommet du Sud, les États membres du Groupe des 77 et de la Chine ont reconnu le rôle joué par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud en tant que coordonnateur de la coopération Sud-Sud au sein du système des Nations Unies, et demandé que le Bureau, ainsi que les commissions régionales et

d'autres entités des Nations Unies mettent en œuvre d'autres initiatives, dans le cadre de leur mandat, à l'appui des pays en développement. À l'issue du Sommet, les participants se sont également engagés à apporter un appui au système des Nations Unies pour le développement et au système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents afin de mieux soutenir les pays de programme et leurs efforts visant à mettre en œuvre le Programme 2030²⁵.

71. En sa qualité de principal bailleur de fonds et d'entité responsable du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, le PNUD a contribué à hauteur d'environ 6 millions de dollars au budget institutionnel et programmatique du Bureau en 2024.

72. Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a continué de coordonner le mécanisme interinstitutions des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire (qui rassemble plus de 40 entités des Nations Unies), de suivre la mise en œuvre de la Stratégie de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement durable applicable à l'échelle du système des Nations Unies au cours de la période 2020-2024 et de rendre compte des progrès accomplis à cet égard. Le Bureau a également facilité la mise en commun de modèles d'institutionnalisation de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire par les entités des Nations Unies à travers le mécanisme interinstitutions et fourni une plateforme permettant de renforcer la cohérence des efforts déployés à l'échelle du système en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire.

73. Dans le cadre du mécanisme régional du groupe d'appui des pairs en Afrique et dans les régions de l'Asie et du Pacifique et de l'Amérique latine et des Caraïbes, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a organisé des webinaires à l'intention des bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, des équipes de pays des Nations Unies, des membres du groupe d'appui des pairs et des commissions régionales en Amérique latine et dans les Caraïbes et en Afrique. Il a fourni des conseils et des services d'assurance de la qualité à sept équipes de pays des Nations Unies (Chine, Côte d'Ivoire, Indonésie, Mexique, Rwanda, Timor-Leste et Uruguay) durant l'élaboration de leur plan-cadre de coopération pour le développement durable respectif et du Plan-cadre plurinational de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour les pays anglophones et néerlandophones des Caraïbes (2027-2031) afin d'améliorer l'intégration des dimensions relatives à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire.

74. Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a créé un module d'apprentissage en ligne sur l'utilisation de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire aux fins de l'accélération de la transformation sur la voie du développement durable²⁶ à l'intention des équipes de pays des Nations Unies et du système des Nations Unies pour le développement au niveau régional. Ce module est le fruit d'un travail collectif auquel ont participé plus de 20 entités des Nations Unies. Il a bénéficié des orientations du Bureau de la coordination des activités de développement en matière d'harmonisation avec les cadres de planification des Nations Unies, ainsi que du soutien financier de la FAO, de l'OPS, du Fonds des Nations Unies pour la population et du PAM, et des compétences en matière de formation de l'École des cadres du système des Nations Unies. Ce guide complet comprend des études de cas inspirées de situations réelles et des exemples innovants qui aideront les entités des Nations Unies à appuyer les efforts que déploient les partenaires nationaux en matière de coopération Sud-Sud et de coopération

²⁵ Disponible à l'adresse suivante : <https://docs.un.org/fr/A/78/812>.

²⁶ Disponible à l'adresse suivante : <https://unsouthsouth.org/our-work/capacity-development/ssct-e-module>.

triangulaire. Le Bureau a également élaboré des orientations destinées aux organismes des Nations Unies sur l'intégration de la coopération Sud-Sud au niveau des projets.

75. En tant que membre de l'équipe spéciale interinstitutions des Nations Unies sur la mise en œuvre du Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud travaille en étroite collaboration avec les partenaires des Nations Unies en vue de l'élaboration de son cadre de suivi et d'évaluation, l'accent étant mis sur la coopération internationale, les partenariats et le financement. À l'occasion de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral, le Bureau a compilé des études de cas dans lesquelles il a examiné des exemples de coopération Sud-Sud dans les cinq domaines couverts par le Programme d'action en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2024-2034.

76. Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a mis en place le « South-South and Triangular Cooperation Solutions Lab », plateforme mondiale ouverte conçue pour renforcer la capacité des pays en développement de tester et d'incuber des solutions et des politiques novatrices en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire afin de relever les défis qui se font jour. Avec le soutien de l'Agence internationale de l'énergie atomique, du PAM, de la Commission économique pour l'Europe, de Masdar City (Émirats arabes unis) et de la Gulf Organisation for Research and Development, le Laboratoire se concentrera sur les énergies renouvelables et la croissance verte, l'inclusion et la technologie financières, la productivité agricole et la sécurité alimentaire, l'innovation technologique et l'entrepreneuriat, ainsi que sur le renforcement des compétences numériques à l'appui d'une transformation numérique inclusive. À la vingt-neuvième session de la Conférence des parties, tenue à Bakou, le Bureau a inauguré le premier concours mondial d'innovation, dans le cadre duquel les participants ont présenté des solutions en vue d'obtenir un soutien.

VI. Conclusions et recommandations

77. Les pays en développement ont montré qu'ils restaient attachés à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire, qui sont des approches importantes pour accélérer les progrès sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable. Les divers cadres de coopération intergouvernementale adoptés en 2024 en témoignent et illustrent le rôle de cette coopération. Les pays en développement ont accordé une importance croissante aux solutions collaboratives, novatrices et adaptées aux différents contextes, et une volonté accrue d'intégrer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans les politiques, les plans, les programmes, les structures institutionnelles et les budgets des entités des Nations Unies a également été observée. Les entités ont intégré ces modalités de coopération dans les programmes de pays et au niveau des projets. Elles ont également intensifié leur soutien aux États Membres à travers le renforcement des capacités, la mise en commun des connaissances et des expériences, l'élaboration de politiques, la création de partenariats et la mobilisation de ressources. Le temps est désormais compté pour réaliser les objectifs de développement durable, et le système des Nations Unies devra accroître son appui à l'action menée par les États Membres, notamment au moyen de la coopération Sud-Sud.

78. Conformément au mandat établi dans l'examen quadriennal complet et dans les résolutions adoptées par l'Assemblée générale sur recommandation de la Deuxième Commission, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et d'autres entités des Nations Unies continueront de redoubler d'efforts pour intégrer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire au niveau des pays. Ils

redoubleront également d'efforts pour fournir aux coordonnatrices et coordonnateurs résidents et aux équipes de pays des Nations Unies des conseils et un soutien technique axés sur la demande pour leur permettre de tirer parti de ces modalités de coopération par l'intermédiaire des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable et des programmes de pays des différentes entités des Nations Unies. Les entités devront renforcer les capacités de leur personnel à cet égard.

79. Le rôle de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire en tant que modalités importantes pour la réalisation des objectifs de développement durable à travers les partenariats, l'échange de connaissances, les technologies et le financement a été souligné dans le Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement et dans le Programme d'action en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2024-2034. Le Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement et d'autres entités des Nations Unies devront continuer de s'acquitter du mandat et des engagements énoncés dans ces documents en adaptant leurs plans et stratégies afin de tirer le meilleur parti de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.

80. Dans le Pacte pour l'avenir, adopté en septembre 2024, les États Membres ont estimé que la transition numérique, la technologie et l'innovation pouvaient contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable et appelé de leurs vœux le renforcement de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire afin de développer les capacités, d'améliorer l'accès aux sciences, à la technologie et à l'innovation, et d'accroître les ressources disponibles en vue de la mise en œuvre des initiatives techniques et scientifiques. Ils ont également encouragé les partenariats multipartites et la collaboration entre universités, instituts de recherche et acteurs du secteur privé, afin d'accélérer le développement des connaissances numériques et d'améliorer l'accès aux capacités de recherche. Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et d'autres entités des Nations Unies doivent continuer de mettre en œuvre et de soutenir des initiatives telles que la plateforme « South-South Global Thinkers », le « South-South and Triangular Cooperation Solutions Lab » et le concours d'innovation, qui favorisent la reproduction de solutions ayant donné de bons résultats dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.

81. Les commissions régionales de l'ONU continueront d'appuyer les efforts déployés par les pays pilotes afin d'encourager l'utilisation du cadre conceptuel pour la mesure de la coopération Sud-Sud et de soutenir les pays en développement à travers le renforcement des capacités, l'apprentissage entre pairs et la mise en service d'outils de collecte de données sous la direction de la CNUCED et avec le soutien du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud. Une telle entreprise exige également de maintenir une collaboration et un dialogue étroits avec les équipes de pays des Nations Unies qui œuvrent au côté des entités nationales de coopération pour le développement.

82. Dans sa résolution [79/236](#), l'Assemblée générale est convenue de la nécessité de réfléchir aux modes possibles de mesure de la coopération triangulaire. Dans le document de réflexion élaboré à l'appui du projet de document final de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, les auteurs ont proposé d'envisager la création d'un marqueur de coopération triangulaire.

83. Le financement des initiatives de coopération Sud-Sud exige un effort concerté de la part des entités des Nations Unies et des États Membres afin de diversifier les options et de mobiliser des partenaires tels que des institutions financières internationales, des banques de développement régionales et sous-régionales et des

acteurs du secteur privé. Les États Membres doivent continuer d'examiner des mécanismes de financement novateurs et durables à l'appui des initiatives de coopération Sud-Sud, ainsi que de développer les mécanismes qui existent déjà et d'assurer leur viabilité à long terme, notamment les modèles de financement mixte, les partenariats public-privé et les fonds consacrés à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire, afin de veiller à ce que les projets de collaboration se voient allouer des ressources suffisantes.

84. Des progrès ont été accomplis dans la promotion de la coopération triangulaire, notamment grâce à la création par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud d'un guichet de coopération triangulaire relevant du Fonds des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud. Toutefois, les contributions versées à ce Fonds demeurent limitées. Les États Membres et les partenaires du secteur du développement et du secteur privé sont encouragés à y contribuer afin de permettre aux pays en développement de continuer d'accéder à un plus grand nombre et à une plus grande diversité de ressources, de compétences et de capacités aux fins de la mise en œuvre du Programme 2030.

85. Comme suite aux recommandations formulées par le Corps commun d'inspection en 2018, et sachant que le règlement intérieur du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud de 1980 ne permet pas de faire face aux changements intervenus au fil de l'évolution de la coopération technique entre pays en développement et de la coopération Sud-Sud, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, qui assure le secrétariat du Comité de haut niveau, devra examiner les moyens de réviser ce règlement, notamment en ce qui concerne la communication d'informations aux États Membres, avec l'appui des départements compétents de l'ONU et du PNUD.
